

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947

85 (11.7.1947)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
 GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
 Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement: 25 numéros, 10 Marks.
 Annonces légales: 90 pfg la ligne

Abonnement: 25 Blätter: 10 M.
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

	Pages
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
Instruction en date du 17 Juin 1947, relative à la vente, la circulation, la détention et l'emploi des explosifs à usages industriels et de leurs accessoires . . .	851
Ordonnance No 96, Rectificatif	854
Annonces Légales	855

INHALT

	Seite
Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne.	
ANWEISUNG vom 17. Juni 1947, über den Verkauf, den Verkehr, die Lagerung und Verwendung von Sprengstoffen für industrielle Zwecke und ihrer Zubehörstücke	851
VERORDNUNG Nr. 96, Berichtigung	854
Amtliche Bekanntmachungen	855

INSTRUCTION

relative à la vente, la circulation, la détention et l'emploi des explosifs à usages industriels et de leurs accessoires.

La Loi No 43 du Conseil de Contrôle en Allemagne portant interdiction de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, du transport et de détention de matériel de guerre, de même que l'ordonnance No 84 et l'arrêté No 33 du Commandant en Chef Français en Allemagne pris en application de la dite loi, et que l'instruction du 10 Mars 1947 relative aux licences prévues en application de la Loi No 43, ont édicté des dispositions qu'il a paru utile de compléter quant aux explosifs utilisés pour les travaux publics: explosifs à usages industriels, artifices à usages industriel et agricole.

La présente instruction a pour objet de préciser, pour les catégories énumérées ci-dessus, les régimes d'attribution de licences, de remise des autorisations de vente des explosifs, les conditions de détention des explosifs et d'accessoires et de leur circulation.

I. — Attribution des licences.

L'attribution des licences donnant droit au commerce, à la détention et à l'emploi des explosifs sera faite conformément aux prescriptions de l'article I § d de l'arrêté No 33.

Tout usager qui aura déjà présenté à l'agrément du Gouvernement Militaire une demande sur imprimé spécial portant pour titre „formulaire pour le renouvellement des autorisations de détention et d'emploi des explosifs et des accessoires“ sera considéré comme ayant satisfait aux dispositions de l'article X de l'Instruction du 10 Mars 1947.

ANWEISUNG

über den Verkauf, den Verkehr, die Lagerung und Verwendung von Sprengstoffen für industrielle Zwecke und ihrer Zubehörstücke.

Das Gesetz Nr 43 des Kontrollrates in Deutschland über das Verbot der Herstellung, der Einfuhr, der Ausfuhr, der Beförderung und Lagerung von Kriegsmaterial sowie die in Durchführung des genannten Gesetzes erlassene Verordnung Nr. 84 und die Verfügung Nr. 33 du Commandant en Chef Français en Allemagne und ferner die Anweisung vom 10. März 1947 über die nach dem Gesetz Nr. 43 vorgesehenen Lizenzen enthalten Vorschriften, die es zweckmäßig erschien zu vervollständigen, soweit es sich um Sprengstoffe für öffentliche Arbeiten handelt, nämlich: Sprengstoffe für industrielle Zwecke, Feuerwerkstoffe für industrielle und landwirtschaftliche Zwecke.

Diese Anweisung soll für die oben erwähnten Kategorien das Verfahren für die Erteilung von Lizenzen, die Ausstellung von Verkaufsgenehmigung für Sprengstoffe, die Bedingungen für die Lagerung von Sprengstoffen und Zubehörsachen und den Verkehr mit Sprengstoffen näher bestimmen.

I. Erteilung von Lizenzen.

Die Erteilung von Lizenzen, die zum Handel mit Sprengstoffen, ihrer Lagerung und Verwendung berechtigen, hat entsprechend den Vorschriften des Artikels I § d der Verfügung Nr. 33 zu erfolgen. Jeder Benutzer, der bereits einen Antrag auf besonderem Vordruck mit der Überschrift „Formulaire pour le renouvellement des autorisations de détention et d'emploi des explosifs et des accessoires“

Tout usager qui n'aura pas déjà rempli cette formalité devra adresser au Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle :

- 1 — une demande de licence, en 4 exemplaires, sur imprimé spécial, comportant :
 - Nom et Objet de la firme,
 - Adresse,
 - Quantité maximum d'explosifs et d'accessoires devant être détenue,
 - Désignation du lieu de dépôt,
 - Période de validité demandée,
 - Nature de l'activité industrielle,
 - Justification de l'emploi d'explosifs,
 - Date et No de l'ancienne autorisation,
 - Durée de cette autorisation;
- 2 — une pétition à la police allemande (formulaire I prévu par la Législation allemande);
- 3 — le certificat de conformité du dépôt à la demande de licence délivré par l'Administration allemande compétente.

Dans le cas d'annulation postérieure, tout usager qui désire de nouveau utiliser les explosifs doit adresser une demande de licence dans les conditions prévues ci-dessus.

Le Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle transmet le Formulaire No 1 à la police allemande qui fait connaître son avis au moyen du formulaire No 2.

Le dossier est alors transmis d'abord au Gouvernement Militaire de la Province, puis au Gouvernement Militaire de la Zone Française pour avis du Service Technique qui contrôle l'activité économique du demandeur.

Lorsque la demande est agréée, elle est enregistrée à la Production Industrielle, Section Chimie qui lui donne un No d'ordre qui sera reproduit sur tous les documents établis ultérieurement.

Le demandeur recevra un exemplaire de cette licence par l'intermédiaire du Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle, qui apposera sa signature.

Le titulaire de la licence obtiendra de l'Administration allemande dont il dépend l'autorisation prévue au paragraphe II de la présente instruction et qui mentionnera le No d'ordre de la licence.

Les fabricants, vendeurs et détenteurs d'explosifs ayant présenté demande de licence dans les délais fixés seront considérés comme autorisés à exercer leur activité jusqu'au moment de la notification de la décision de l'autorité compétente.

La décision de rejet d'une demande de licence fixera le délai dans lequel le demandeur devra livrer ses stocks.

Tout stock d'explosifs et accessoires en possession d'un détenteur dont la licence n'aura pas été accordée sera bloqué sous la responsabilité pénale du détenteur jusqu'à ce qu'une destination soit donnée par les autorités compétentes.

Lorsque le demandeur est uniquement un transporteur d'explosifs, il sollicitera conformément à l'article 2 de l'arrêté No 33, une licence de transport permanent d'une validité maxima de 6 mois renouvelable.

Cette licence sera établie par les autorités allemandes sous forme d'Autorisation C et soumise au visa du Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle. L'autorisation C ainsi visée constituera la licence de transport.

II — Remise des autorisations (Erlaubnisschein A. B. et C) par les Autorités Allemandes et mode d'approvisionnement.

Les Inspecteurs des Mines (Bergbehörde) et les Inspecteurs du travail (Gewerbeaufsicht) exerceront comme par le passé leurs droits de contrôle selon les directives des Administrations Françaises dont ils dépendent.

Les autorisations modèle A, B et C seront délivrées conformément à la réglementation allemande.

A) — Industriels.

Sur présentation de la licence délivrée par les autorités françaises conformément au paragraphe 1, l'administration allemande compétente délivre l'autorisation d'explosifs (modèle B) permettant à l'intéressé de recevoir les explosifs et rappelant en même temps la capacité des magasins de dépôt et la durée de validité fixées par la licence.

L'autorisation modèle B permet à son détenteur d'obtenir les explosifs et accessoires selon la procédure suivante :

Les commandes sont établies en quatre exemplaires pour une période de trois mois sur un formulaire établi par la S. V. G. qui porte le No de l'autorisation, la durée de validité et la capacité de stockage.

Les commandes sont visées par l'administration allemande responsable qui contrôlera si le demandeur est bien pourvu d'une autorisation régulière.

Elles sont soumises au contrôle et à l'avis des services français intéressés et dirigées ensuite sur la Production Industrielle Section Chimie, qui les notifie à la Sprengstoff Vertriebsgesellschaft pour exécution.

(Formular für die Erneuerung der Genehmigungen für Lagerung und Verwendung von Sprengstoffen und ihrer Zubehöriteile) der Militärregierung zur Genehmigung vorgelegt hat, wird so behandelt, als ob er den Bestimmungen des Artikels X der Anweisung vom 10. März 1947 entsprochen hätte.

Jeder Benutzer, der diese Formalität nicht schon erfüllt hat, muß an den Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle einreichen:

1. einen Antrag auf Lizenz auf besonderem Vordruck in vier Stücken, der enthalten muß :
 - Name und Gegenstand der Firma,
 - Anschritt,
 - Höchstmenge an Sprengstoff und Zubehöriteilen, die gelagert werden sollen,
 - Bezeichnung des Lagerungsortes,
 - Beantragte Geltungsdauer,
 - Art der industriellen Tätigkeit,
 - Nachweis der Sprengstoffverwendung,
 - Datum und Nummer der alten Lizenz,
 - Dauer dieser Lizenz.

2. Ein Gesuch an die deutsche Polizei (durch die deutsche Gesetzgebung vorgeschriebenes Formular I).

3. Die Bestätigung der deutschen zuständigen Polizei, daß das Depot mit den Angaben im Antrag auf Lizenz übereinstimmt.

Im Falle späterer Ungültigkeitserklärung muß jeder Benutzer, der erneut Sprengstoffe zu verwenden wünscht, einen Antrag auf Lizenz unter den oben vorgesehenen Bedingungen stellen.

Der Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle reicht das Formular Nr. 1 an die deutsche Polizei weiter, die hiervon mit Formular Nr. 2 Stellung nimmt.

Der Vorgang wird sodann zunächst an das Gouvernement Militaire der Provinz, anschließend an das Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes weitergeleitet zwecks Stellungnahme des Service Technique der den Wirtschaftsbetrieb des Antragstellers kontrolliert.

Wird dem Antrag stattgegeben, so wird er bei der Production Industrielle, Section Chimie, eingetragen, die ihm eine Ordnungsnummer gibt, die auf allen später ausgestellten Unterlagen anzugeben ist.

Der Antragsteller erhält ein Stück dieser Lizenz durch Vermittlung des Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle, der seine Unterschrift darauf setzt.

Der Inhaber der Lizenz erhält von der deutschen Verwaltung, der er untersteht, die im Absatz II dieser Anweisung vorgesehene Genehmigung, die die Ordnungsnummer der Lizenz erwähnen muß.

Die Hersteller, Verkäufer und Lagerer von Sprengstoffen, die einen Antrag auf Lizenz innerhalb der festgesetzten Fristen eingereicht haben, werden bis zum Zeitpunkt der Mitteilung der Entscheidung der zuständigen Behörde als ermächtigt zur Ausübung ihrer Tätigkeit angesehen.

Die Entscheidung über die Ablehnung eines Antrags auf Lizenz hat die Frist festzusetzen, innerhalb deren der Antragsteller seine Bestände abzuleiern hat.

Jeder Bestand an Sprengstoffen und Zubehöriteilen im Besitze eines Lagerers, dem keine Lizenz erteilt worden ist, ist unter der unter Strafe gestellten Verantwortung des Lagerers solange zu blockieren, bis eine Bestimmung von den zuständigen Behörden getroffen worden ist.

Ist der Antragsteller ausschließlich mit der Beförderung von Sprengstoffen befaßt, so hat er entsprechend Artikel 2 der Verfügung Nr. 33 eine erneuerungsfähige Dauerbeförderungslizenz mit einer Gültigkeit von längstens 6 Monaten nachzusuchen.

Diese Lizenz ist von den deutschen Behörden nach der Genehmigungsform C auszustellen und unterliegt dem Sichtvermerk des Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle.

Die so mit Sichtvermerk versehene Genehmigung C bildet die Beförderungslizenz.

II. Ausstellung von Erlaubnisscheinen A, B und C durch die deutschen Behörden und Beschaffungsart.

Die Bergbehörde und die Gewerbeaufsicht haben wie bisher ihre Kontrollrechte entsprechend den Weisungen der französischen Verwaltungen, denen sie unterstehen, auszuüben.

Die Erlaubnisscheine, Modell A, B und C, sind entsprechend der deutschen Regelung zu liefern.

A. Industrielle Arbeiten.

Nach Vorlage der durch die französischen Behörden entsprechend Absatz I erteilten Lizenz stellt die deutsche zuständige Verwaltung den Erlaubnisschein für Sprengstoff (Modell B) aus, der dem Inhaber erlaubt, Sprengstoffe zu empfangen, und der gleichzeitig das durch die Lizenz festgesetzte Fassungsvermögen der Lagerräume und die Gültigkeitsdauer nochmals angibt.

Der Erlaubnisschein B erlaubt seinem Inhaber, die Sprengstoffe und Zubehöriteile nach folgendem Verfahren zu erhalten :

Die Bestellungen werden in vier Stücken für einen Zeitraum von drei Monaten auf einem von der S. V. G. herausgegebenen Formular aufgeführt, das die Nummer des Erlaubnisscheines, der Gültigkeitsdauer und des Fassungsvermögens der Lagerung enthält.

B) Travaux agricoles et forestiers

Tout usager, après avoir obtenu une licence selon les indications précédentes, reçoit une autorisation Modèle A, établie par le Landrat.

Cet usager est placé sous le contrôle du maire de la Commune ou de l'administration allemande des Eaux et Forêts.

Toute autorisation délivrée par les autorités allemandes et qui vient à expiration peut être renouvelée sauf avis contraire des autorités françaises, sur simple demande de l'usager sans que ce dernier ait à solliciter une nouvelle licence.

III. Vente des explosifs dans la Zone Française

La Sprengstoff Vertriebsgesellschaft (S. V. G.) dont le siège social est situé à Baden-Baden et sa filiale à Illingen Sarre sont chargées sous le contrôle de la Production Industrielle, Section Chimie, du commerce exclusif de gros des explosifs industriels, accessoires de tir, matière inflammables, cartouches d'abattage pour les besoins des services français et de l'industrie allemande, que les explosifs soient fabriqués en Zone Française ou importés.

Les quantités d'explosifs à importer seront fixées par la Production Industrielle Section Chimie.

Pour assurer la distribution des explosifs et accessoires en Zone Française, des dépôts centraux seront gérés par la S. V. G.

Les dépôts centraux agréés par le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation sont situés aux lieux suivants:

- 1 — Kuppenheim (Rastatt)
- 2 — Rottweil/Neckar
- 3 — Tiengen, Waldshut
- 4 — Saarwelligen, Illingen
- 5 — Oberwesel/Rhein
- 6 — Müllenbach, Kreis Cochem/Rhld.
- 7 — Berdorf, Sieg
- 8 — Wirges/Westerwald
- 9 — Pelm (Eifel)
- 10 — Fell, Trier
- 11 — Neustadt/Haardt

De nouveaux dépôts ne peuvent être créés qu'avec l'autorisation du G. M. Z. F. O.

IV. Conditions de détention des explosifs

La détention des explosifs est soumise aux conditions fixées par la législation allemande; il est rappelé en particulier que:

- 1 — Tous les dépôts quelle que soit leur importance doivent être établis conformément à la réglementation allemande. La porte du dépôt doit être munie d'au moins deux serrures avec clés différentes ou d'une serrure avec cinq combinaisons.
- 2 — Le livre du magasin doit être tenu à jour, portant les quantités d'explosifs délivrées et le nom de la personne qui les a touchées avec la signature.
- 3 — La tenue du carnet de tir est obligatoire.
- 4 — A la fin du jour, toute quantité non consommée doit être retournée au dépôt.

Mesures particulières

Tout détenteur d'explosifs ou d'accessoires doit sur ordre de l'autorité militaire et sans aucun préavis, livrer les explosifs en sa possession à des unités militaires désignées par le Commandant en Chef Français en Allemagne, qui seraient chargés soit de leur stockage, soit de leur destruction.

Par mesure de sécurité, le Délégué Général ou Supérieur ou le Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle pourra à tout instant prescrire l'évacuation totale ou partielle des explosifs et accessoires et leur transfert dans un autre lieu par lui désigné, ou leur destruction.

Il pourra également soustraire la garde des explosifs et accessoires au titulaire de la licence pour la transférer, soit à une autorité française ou allemande, soit à une tierce personne qu'il désignera.

Les explosifs seront remis à la disposition du titulaire de la licence quand les circonstances ayant motivé la décision de retrait auront pris fin.

V. Circulation des explosifs et accessoires

Tout transport d'explosifs et accessoires de tir est convoyé obligatoirement jusqu'au dépôt de l'usager.

Tout transport d'explosifs et accessoires vers les dépôts centraux est exécuté à la diligence et sous la responsabilité de la S. V. G. qui devra solliciter les escortes nécessaires.

Tout transport d'explosifs et accessoires des dépôts centraux aux dépôts secondaires (commerçants ou usagers) est exécuté sous l'entière responsabilité du détenteur de l'autorisation d'explosifs qui devra solliciter l'escorte nécessaire.

Die Bestellungen werden von der zuständigen deutschen Behörde mit einem Sichtvermerk versehen. Die Behörde hat zu prüfen, ob der Antragsteller auch wirklich im Besitz eines ordnungsmäßigen Erlaubnisscheines ist.

Sie unterliegen der Prüfung und Stellungnahme der in Betracht kommenden französischen Dienststellen und werden anschließend an die Produktion Industrielle, Section Chimie, geleitet, die sie der Sprengstoff-Vertriebsgesellschaft zwecks Ausführung mitteilt.

B. Land- und forstwirtschaftliche Arbeiten.

Jeder Benützer erhält nach Empfang einer Lizenz entsprechend den vorhergehenden Angaben einen vom Landrat ausgestellten Erlaubnisschein, Modell A.

Jede von den deutschen Behörden erteilte Erlaubnis, die abläuft, Gemeinde oder der deutschen Forstverwaltung.

Jede von den deutschen Behörden erteilte Erlaubnis, die ausläuft, kann, außer im Falle einer anderslautenden Stellungnahme der französischen Behörden, auf einjährigen Antrag des Benützers hin verlängert werden, ohne daß dieser um eine neue Lizenz nachzusuchen braucht.

III. Verkauf von Sprengstoffen in der französischen Zone.

Die Sprengstoff-Vertriebsgesellschaft (S. V. G.) mit dem Sitz in Baden-Baden und ihre Filiale in Illingen (Saarland) sind unter der Kontrolle der Production Industrielle, Section Chimie mit dem ausschließlichen Großhandel mit industriellen Sprengstoffen, Schießzubehöerteilen, entzündbaren Stoffen, Schachtpatronen für den Bedarf der französischen Dienste und der deutschen Industrie beauftragt, ganz gleich, ob die Sprengstoffe in der französischen Zone hergestellt oder eingeführt worden ist.

Die Einführungen von Sprengstoff sind durch die Production Industrielle, Section Chimie, festzusetzen. Um die Verteilung der Sprengstoffe und Zubehöerteile in der französischen Zone sicherzustellen, sind die Zentrallager durch die S. V. G. zu führen.

Die von der Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes geführten Zentrallager befinden sich an folgenden Orten:

1. Kuppenheim (Rastatt)
2. Rottweil Neckar
3. Tiengen, Waldshut
4. Saarwelligen, Illingen
5. Oberwesel Rhein
6. Müllenbach, Kr. Cochem/Rhld.
7. Berdorf, Sieg
8. Wirges Westerwald
9. Pelm (Eifel)
10. Fell, Trier
11. Neustadt Haardt.

Neue Lager können nur mit Genehmigung des G. M. Z. F. O. errichtet werden.

IV. Bedingungen für die Lagerung von Sprengstoffen.

Die Lagerung von Sprengstoffen unterliegt den durch die deutsche Gesetzgebung festgesetzten Bedingungen; insbesondere wird daran erinnert, daß

1. Alle Lager, ganz gleich welche Bedeutung sie haben, entsprechend der deutschen Vorschrift angelegt sein müssen. Die Lagertür muß wenigstens zwei Schlösser mit verschiedenen Schlüsseln oder ein Schloß mit fünf Kombinationen besitzen.
2. Das Lagerbuch muß auf dem Laufenden gehalten werden, indem es die gelieferten Sprengstoffmengen und den Namen der Person, die sie empfangen hat, mitsamt der Unterschrift aufführt.
3. Die Führung des Schießbuches ist bindend vorgeschrieben.
4. Am Ende des Tages muß die ganze nicht verbrauchte Menge ins Lager zurückgebracht werden.

Besondere Maßnahmen.

Jeder Lagerhalter von Sprengstoffen und Zubehöerteilen hat auf Anordnung der Militärbehörde und ohne vorherige Ankündigung die in seinem Besitz befindlichen Sprengstoffe an vom Commandant en Chef Français en Allemagne bezeichnete militärische Einheiten abzuliefern, die mit ihrer Lagerung oder Vernichtung beauftragt sind.

Aus Sicherheitsgründen kann der Délégué Général oder der Délégué Supérieur oder der Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle jederzeit die vollständige oder teilweise Räumung der Sprengstoffe und der Zubehöerteile und ihre Verbringung an einen anderen von ihm bezeichneten Ort oder ihre Vernichtung anordnen.

Er kann gleichfalls die Aufsicht über die Sprengstoffe und Zubehöerteile dem Inhaber der Lizenz entziehen, um sie einer französischen oder deutschen Behörde oder einer dritten, von ihm zu bestimmenden Person zu übertragen.

Die Sprengstoffe sind dem Inhaber der Bewilligung wieder zur Verfügung zu stellen, wenn die Umstände, die Anlaß für die Entscheidung über den Entzug waren, beendet sind.

V. Verkehr mit Sprengstoffen und Zubehöerteilen.

Jeder Transport von Sprengstoffen und Schießzubehöerteilen muß bis zum Lager des Benützers amtlich begleitet werden.

En cas de transfert d'explosifs et accessoires d'un dépôt d'usager vers un autre dépôt d'usager, le transfert est exécuté sous l'entière responsabilité du destinataire qui devra solliciter l'escorte nécessaire.

Tout transporteur d'explosifs devra être porteur du bon de commande portant les visas prévus ou de l'autorisation modèle A ou C, ainsi que de l'attestation du gérant du dépôt central ayant assuré la livraison et mentionnant la quantité délivrée, la date et l'heure de départ et le point de destination.

Dans le cas d'une livraison importante nécessitant plusieurs voyages, le gérant du dépôt central mentionnera chaque voyage sur la commande trimestrielle, sans que la quantité totale puisse excéder celle qui a été attribuée.

Tout véhicule chargé d'explosifs portera deux pavillons, l'un du type français, l'autre constitué par un carreau noir avec un P blanc dans le centre.

Le transport des explosifs est interdit après le coucher et avant le lever du soleil.

ESCORTES

Dans le cas des transports par fer, l'escorte sera fournie par la police des chemins de fer, selon les instructions particulières données par la Direction des Travaux Publics et Transports.

Dans le cas des transports par route, le convoiement sera assuré par la police allemande selon les instructions du Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle. Le nom du convoyeur figurera sur la pièce tenant lieu de licence de transport, conformément à l'article 7 de l'Instruction spéciale du 15 mars 1947. Celui-ci devra reconnaître la marchandise au départ et en donner la décharge, il est personnellement responsable de l'arrivée à destination du chargement complet.

VI. — Législation

La législation applicable aux matières définies ci-dessus découle de la loi No 43 mentionnée plus haut et de ses textes d'application.

La législation allemande, en ce qu'elle ne leur est pas contraire, reste également applicable.

BADEN-BADEN, le 17 Juin 1947

E. LAFFON

RECTIFICATIF

à l'Ordonnance 96 en date du 9 Juin 1947 prohibant toute concentration excessive de la Puissance économique Allemande publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef français en Allemagne No 78 du 13 Juin 1947

Au lieu de :

ORDONNANCE No 96

Prohibant toute concentration excessive de la puissance économique Allemande

Le commandant en chef français en Allemagne

Lire :

ORDONNANCE No 96

Prohibant toute concentration excessive de la puissance économique Allemande

Jeder Transport von Sprengstoffen und Zubehörteilen nach den Zentrallagern wird auf Betreiben und unter der Verantwortung der S. V. G. ausgeführt, die das erforderliche Begleitpersonal anzufordern hat.

Jeder Transport von Sprengstoffen und Zubehörteilen aus Zentrallagern nach Untertagern (Händler oder Benützer) wird unter der vollen Verantwortung des Inhabers der Sprengstofferlaubnis ausgeführt, der das erforderliche Begleitpersonal anzufordern hat.

Im Falle des Versandes von Sprengstoffen oder Zubehörteilen aus dem Lager eines Benützers nach dem Lager eines anderen Benützers wird der Versand unter der vollen Verantwortung des Empfängers ausgeführt, der das erforderliche Begleitpersonal anzufordern hat.

Jeder, der Sprengstoffe befördert, muß im Besitze eines Bestellscheines sein, der die vorgeschriebenen Sichtvermerke trägt, oder eines Erlaubnisscheines Modell A oder C, sowie der Bescheinigung des Zentraldepotführers, der die Belieferung vorgenommen hat.

Die Bescheinigung hat die gelieferte Menge, das Datum, die Stunde des Abgangs und den Bestimmungsort anzugeben.

Im Falle einer besonders großen Lieferung, die mehrere Fahrten erforderlich macht, hat der Zentrallagerführer jede Fahrt auf dem vierteljährlichen Bestellschein zu erwähnen, ohne daß die Gesamtmenge die zugewiesene Menge überschreiten kann.

Jedes mit Sprengstoff beladene Fahrzeug hat zwei Flaggen zu tragen und zwar, die eine vom französischen Muster, die andere aus einem schwarzen Viereck mit einem weißen P in der Mitte.

Die Beförderung von Sprengstoffen nach Sonnenuntergang und vor Sonnenaufgang ist untersagt.

Begleitpersonal.

Im Falle des Versands mit der Eisenbahn ist das Begleitpersonal durch die Bahnpolizei zu stellen, entsprechend den besonderen durch die Direction des Travaux Publics et Transports erlassenen Anweisungen.

Im Falle des Versands auf der Landstraße wird die Begleitung von der deutschen Polizei entsprechend den Anweisungen des Délégué pour le Gouvernement Militaire du Cercle übernommen. Der Name der Begleitperson muß auf dem Papier, das die Transportlizenz darstellt, enthalten sein entsprechend dem Artikel 7 der besonderen Anweisung vom 19. 3. 1947. Diese muß das Transportgut beim Abgang übernehmen und dafür Quittung erteilen. Er ist persönlich für die Ankunft der gesamten Ladung am Bestimmungsort verantwortlich.

VI. Gesetzgebung.

Die bezüglich der oben angegebenen Materialien zur Anwendung kommenden gesetzlichen Bestimmungen stützen sich auf das weiter oben erwähnte Gesetz Nr. 43 und seine Durchführungstexte.

Die deutschen Gesetzesvorschriften, soweit sie damit nicht im Widerspruch stehen, bleiben ebenfalls anwendbar.

BADEN-BADEN, den 17. Juni 1947.

Der Administrateur Général
E. LAFFON.

BERICHTIGUNG

der Verordnung Nr. 96 vom 9. Juni 1947 zur Verhinderung übermäßiger Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft. veröffentlicht im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 78 vom 13. Juni 1947.

An Stelle von :

VERORDNUNG Nr. 96

zur Verhinderung jeder übermäßigen Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne

ist zu lesen :

VERORDNUNG Nr. 96

zur Verhinderung jeder übermäßigen Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'existence en Allemagne d'entreprises, de groupes d'entreprises, ou d'organisations aux liens et ramifications multiples, tant à l'étranger qu'à l'intérieur (Konzern, trusts) ainsi que d'ententes commerciales à caractère restrictif ou de monopole (cartels) a entraîné une concentration excessive de la puissance économique allemande.

Cette situation a permis à un nombre restreint de personnes, disposant de moyens économiques considérables, d'influer sur l'orientation politique de l'Allemagne et de favoriser la préparation et la conduite de la guerre.

Par ailleurs, cette concentration n'est pas compatible avec les principes démocratiques rappelés dans la Charte des Nations Unies et qui doivent présider à la réorganisation économique et politique de l'Allemagne.

Il est apparu nécessaire, dans ces conditions, de prendre des mesures législatives permettant de prohiber les concentrations excessives de la puissance économique allemande, quelle qu'en soit la forme. Tel est l'objet de la présente ordonnance.

Le commandant en chef français en Allemagne.

Begründung.

Die Tatsache, daß in Deutschland Unternehmen, Gruppen von Unternehmen oder Organisationen mit vielseitigen Bindungen und Verzweigungen im Ausland wie im Inland (Konzerne, Truste) sowie Handelszusammenschlüsse einschränkender Art oder nach Art von Monopolen (Kartellen) bestehen, hat eine übermäßige Machtanhäufung in der deutschen Wirtschaft zur Folge gehabt.

Diese Situation hat einem beschränkten Personenkreis, der über beträchtliche wirtschaftliche Mittel verfügte, erlaubt, auf die politische Orientierung Deutschlands Einfluß zu nehmen und die Vorbereitung und Führung des Krieges zu begünstigen.

Diese Machtanhäufung verträgt sich auch nicht mit den demokratischen Grundsätzen, die in der Charte der Vereinten Nationen niedergelegt sind und die Grundlage für den Wiederaufbau der Wirtschaft und Politik Deutschlands bilden müssen.

Unter diesen Umständen erschien es notwendig, gesetzliche Maßnahmen zu ergreifen, die es erlauben, übermäßige Machtanhäufungen in der deutschen Wirtschaft, ganz gleich in welcher Form, zu verbieten. Das bildet das Ziel dieser Verordnung.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne.

Amtliche Bekanntmachungen

Württ. Amtsgericht Freudenstadt
Güterrechtsregister

Band I, S. 89. Wilhelm Müller, Kaufmann, und seine Ehefrau Ursula, geb. Noak, beide in Alpirsbach. Ehevertrag vom 3. Januar 1947: Gütertrennung. (672)

Den 2. Juli 1947.

Amtsgericht Freudenstadt

Handelsregister / Neueintragung

B. Band I, S. 43: Firma L'Orange-Kunden-Dienst, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Glatten, Kreis Freudenstadt. Gegenstand des Unternehmens ist die Bedienung der Lizenznehmer und Kunden der L'Orange-Konstruktionen mit Zeichnungen, Mustern und Ersatzteilen zu Einspritzpumpen und Düsen. Stammkapital 20 000.— RM. Geschäftsführer sind Dipl.-Ingenieur Rudolf L'Orange und technischer Kaufmann Ambros Ringelsen, beide in Glatten, Kreis Freudenstadt. Der Gesellschaftsvertrag ist vom 2. Dezember 1946 und 17. März 1947. Jeder Geschäftsführer kann die Gesellschaft allein vertreten. (673)

Den 3. Juli 1947.

Amtsgericht Konstanz

Handelsregister / Neueintrag am 4. 6. 1947.

A. Band 9 Nr. 454: Die Firma: Gustav Nopper, Reise- und Versandbuchhandlung in Konstanz. Inhaber ist Kaufmann Gustav Nopper in Konstanz. (674)

Amtsgericht Konstanz

Handelsregister / Veränderung am 16. 6. 1947

A. Band 7 OZ. 27: Bei der Firma Georg Schäfer in Konstanz. Das Geschäft ist unter Fortführung der Firma auf Herbert Schäfer, Kaufmann in Konstanz, übergegangen. (675)

Amtsgericht Konstanz

Handelsregister / Neueintrag am 4. 6. 1947

A. Band 9 Nr. 453: Die Firma: Kurt Erich Spranger, Wäschefabrikation, in Konstanz. Inhaber ist: Kaufmann Kurt Erich Spranger, in Konstanz-Wollmattingen. (676)

I. R. 88/46: Der Kaufmann Anton Wetzel in Trochtelfingen, Kreis Sigmaringen, klagt gegen seine Ehefrau Albine Rosa Wetzel, geb. Kriechantitz in Wien/Kagrán, Steigenteschgasse 140/8, auf Ehescheidung. Die Beklagte wird zur mündlichen Verhandlung vor die Zivilkammer des Landgerichts geladen auf Dienstag, den 7. Oktober 1947, vorm. 8 Uhr.

Den 1. Juli 1947.

(677)
Landgericht Hechingen.

CONVOCAATION

Les actionnaires de la Société SAAR-FERNGAS A.G. sont avisés que l'Assemblée Générale ordinaire de la Société aura lieu le mardi 22 juillet 1947 à 15 heures au siège social de la Société, Sarrebruck, an der Christ-König-Kirche No 8

Ordre du jour :

- 1) Rapport de la Direction sur la situation de l'entreprise
- 2) Présentation du rapport annuel, du bilan et des comptes de profits et pertes pour l'exercice 1945/46 et pour l'exercice partiel 1er avril — 31. décembre 1946.
- 3) Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale sur ces 2 exercices.
- 4) Quittus à donner à la Direction et au Conseil de Surveillance
- 5) Désignation des commissaires aux comptes pour l'exercice 1947
- 6) Projets de modification du capital social
- 6) Divers

Les résultats de l'exercice et les rapports du Conseil de Surveillance peuvent être consultés par les actionnaires à partir du 9. 7. 1947 au siège de la Société, Sarrebruck, an der Christ-König-Kirche No 8. Nous rappelons que les Actionnaires doivent faire part de leur désir d'assister à l'Assemblée Générale 3 jours avant la réunion de celle-ci c. à d. le 19 juillet 1947 au plus tard.

Sarrebruck, le 3 juillet 1947

SAAR-FERNGAS AKTIENGESELLSCHAFT
GUILLET VIELER

Bad. Amtsgericht

2 F. 7/46: Verkündet am 4. 7. 1947:

Aufgebotsverfahren

zum Zwecke der Todeserklärung des Arnold Maier, zuletzt Oberwachmeister bei der ehem. deutschen Wehrmacht und wohnhaft gewesen in Kuppenheim. Der technische Angestellte Arnold Maier, zuletzt Oberwachmeister bei der ehem. deutschen Wehrmacht, Einheit F. P. Nr. 18 146 B 7, in Kuppenheim zuletzt wohnhaft gewesen, wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 10. September 1943 festgestellt. Die Kosten des Verfahrens fallen dem Nachlaß zur Last. (679)

Rastatt, den 4. Juli 1947.

gez.: Höhr,

Urkundsbeamter der Geschäftsstelle
Amtsgericht 2.

Bad. Amtsgericht

2 F. 4/47: Verkündet am 3. Juli 1947:

Aufgebotsverfahren

zum Zwecke der Todeserklärung des Albert Ruf, geb. am 22. 4. 1911 in Oberweiler, zuletzt Angehöriger der deutschen Wehrmacht. Der am 22. April 1911 in Oberweiler geborene Modell-

Einladung

Hiermit laden wir die Aktionäre unserer Gesellschaft zu der am

Dienstag, dem 22. Juli 1947, 15 Uhr

im Bürohaus, Saarbrücken 1, An der Christ-König-Kirche 8, stattfindenden

ordentlichen Hauptversammlung ein.

Tagesordnung:

1. Bericht des Vorstandes über die Lage des Unternehmens.
2. Vorlage des Geschäftsberichtes, Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 1945/46 und Rumpfgeschäftsjahr vom 1. April bis 31. Dezember 1946 sowie des Berichtes des Aufsichtsrates für beide Geschäftsjahre an die Hauptversammlung.
3. Beschlußfassung über die Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrates.
4. Wahl des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 1947.
5. Mitteilung über Pläne einer Änderung des Grundkapitals.
6. Verschiedenes.

Die Jahresabschlüsse und die Berichte des Aufsichtsrates liegen ab 9. Juli 1947 in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, Saarbrücken 1, An der Christ-König-Kirche 8, zur Einsichtnahme der Aktionäre aus.

Wir machen darauf aufmerksam, daß die Teilnahme an der Hauptversammlung spätestens am dritten Tag vor derselben, das ist am 19. Juli 1947, angemeldet sein muß.

Saarbrücken, den 3. Juli 1947.

Saar-Feragas-Aktiengesellschaft
Gillet Vieler

schreiner Albert Ruf, zuletzt Angehöriger der deutschen Wehrmacht, wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 31. April 1943 festgestellt. Die Kosten des Verfahrens fallen dem Nachlaß zur Last. (680)

Rastatt, den 3. Juli 1947.

gez.: Höhr,

Urkundsbeamter der Geschäftsstelle
Bad. Amtsgericht.

Bad. Amtsgericht

2 F. 6/47.

Ausschlußurteil

In der Aufgebotsache der Frau Elfriede Hofstätter in Rastatt, Kaiserstr. 18, auf Kraftloserklärung eines Sparbuches hat das Amtsgericht Rastatt durch den Oberamtsrichter Dr. Frhr. von Rosen für Recht erkannt: Das Sparbuch Nr. 4638 der Volksbank e. G. m. b. H., in Rastatt, lautend auf den Namen der Inge Hofstätter, geb. am 15. 5. 1928 wird für kraftlos erklärt. Die Antragstellerin hat die Kosten des Verfahrens zu tragen. (681)

Rastatt, den 1. Juli 1947.

Bad. Amtsgericht.

»Brohltal« A.-G. für Stein- und Tonindustrie, Burgbrohl

Aktiva

Bilanz per 31. Dezember 1946

Passiva

Aktiva		Passiva	
	RM.		RM.
I. Anlagevermögen	RM.	I. Grundkapital	RM.
1. Unbebaute Grundstücke	120 601.28	II. Gesetzliche Rücklagen	3 500 000.—
2. Bebaute Grundstücke		III. Freiwillige Rücklagen	41 591.02
a) Geschäfts- und Wohngebäude	185 428.79	IV. Rücklagen für Ersatzbeschaffung Auto I	234 482.35
b) Fabrikgebäude oder andere Baulichkeiten	393 838.65	V. Rücklagen für Ersatzbeschaffung Auto II	9 960.—
c) Hauszinssteuer Abgeltgsko.	15 600.—	VI. Abr. Kto. wegen Fliegerschaden	3 000.—
3. Gleis- und Transportanlagen	1.—	VII. Abr. Kto. wegen Besetzungsschaden	418 913.58
4. Maschinen und maschinelle Anlagen	1.—	VIII. Rückstellungen für ungewisse Schulden	419 792.03
5. Kraft-, Licht- und Heizungsanlagen	7 867.—	IX. Verbindlichkeiten	
6. Oefen und Trockenanlagen	257 974.19	1. Verbindlichkeiten bei Banken	521 495.24
7. Geräte und Werkzeuge	5 712.—	2. " bei Konzernges.	94 287.33
8. Rohstoffvorkommen	11 126.34	3. " auf Grund von	
9. Beteiligungen	166 547.—	Warenlieferungen und Leistungen	279 692.40
10. Andere Wertpapiere des Anlagevermögens	9 000.—	4. Anzahlungen von Kunden	176 318.01
11. Langfristige Darlehn	122 866.37	5. Akzeptverbindlichkeiten	35 100.—
	<u>1 296 563.62</u>	X. Posten, die der Rechnungsabgrenzung dienen	78 824.50
II. Umlaufvermögen	RM.		
1. Roh-, Hilfs- und Betriebsstoffe	874 264.12		
2. Halbfertige Erzeugnisse	172 829.—		
3. Fertigfabrikate	532 878.35		
4. Wertpapiere	1.—		
5. Hypotheken	1.—		
6. Forderungen auf Grund von Warenlieferungen und Leistungen	815 501.65		
7. Forderungen an Konzernunternehmen	149 349.47		
8. Geleistete Anzahlungen	42 497.94		
9. Sonstige Forderungen div.	427.08		
" " betr. Körp. St.	218 000.—		
" " an Reich	627 264.43		
" " div. Landratsämter	603 579.61		
10. Kassenbestand einschl. Reichsbank und Postscheckguthaben	42 577.56		
11. Andere Bankguthaben	46 566.80		
	<u>4 125 738.01</u>		
III. Posten, die der Rechnungsabgrenzung dienen	23 602.27		
IV. Verlust			
a) Vortrag per 1. 1. 1946	743 107.08		
b) Verlust per 1946	346 141.33		
	<u>1 089 248.41</u>		
	<u>6 535 152.31</u>		<u>6 535 152.31</u>

Aufwendungen

Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 1946

Erträge

Aufwendungen	RM.	Erträge	RM.
1. Löhne und Gehälter	882 935.93	1. Jahresertrag gem. Paragraph 132/1 II/1 der A.-G.	922 891.38
2. Gesetzliche soziale Aufwendungen	96 024.24	2. Pacht und Mieterträge	24 906.18
3. Abschreibungen und Wertberichtigungen	133 766.29	3. Verlust	
4. Zinsen	30 311.13	Verlustvortrag aus 1945	743 107.08
5. Steuern		Verlust per 1946	346 141.33
a) vom Einkommen, Ertrag u. Vermögen	129 190.—		
b) sonstige Steuern und Abgaben	20 128.30		
6. Beiträge an Berufsvertretungen	1 583.—		
7. Verlustvortrag aus 1945	743 107.08		
	<u>2 037 045.97</u>		<u>1 089 248.41</u>
			<u>2 037 045.97</u>

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der von dem Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluß und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluß erläutert, den gesetzlichen Vorschriften.

Josef Fuchs Albert Fuchs
Wirtschaftsprüfer.

Der Aufsichtsrat besteht aus den Herren: Präsident Dr. Ing. e. h. Aloyse Meyer, Luxemburg, Vorsitzender; beigeordn. Generaldirektor Guill. Konsbruck, Luxemburg, stellv. Vorsitzender; Generaldirektor Félix Chomé, Luxemburg; beigeordnet. Generaldirektor Arthur Kipgen, Luxemburg; Direktor Dr. Joseph Horatz, Köln-Mühlheim.

Dem Vorstand gehören an die Herren: Direktor Will Theves, Dipl. Ing., Burgbrohl, allein vertretungsberechtigter Vorsitzender Dr. Fritz Steinröder, Burgbrohl, stellv. Vorstand; Obering. Joseph Degen, Burgbrohl, stellv. Vorstand.

Burgbrohl, den 24. Juni 1947.

Der Vorstand

(688)

Zell-Schönau A.-G. in Zell-Wiesental

Bilanz zum 31. Dezember 1946

Aktiva

	Stand am 1. 1. 1946	Zugang	Abschreibg.	Stand am 31. 12. 1946
	RM.	RM.	RM.	RM.
I. Anlagevermögen:				
1. Bebaute Grundstücke	351 200.—	—	33 500.—	317 700.—
a) Fabrikgebäude	72 500.—	—	15 500.—	57 000.—
b) Wohngebäude	68 300.—	—	—	68 300.—
2. Unbebaute Grundstücke	1.—	—	—	1.—
3. Maschinen und maschinelle Anlagen	1.—	—	—	1.—
4. Werkzeuge, Betriebs- und Geschäftsausstattung	1.—	324.—	—	324.—
5. Wassernutzungsanlagen	1.—	—	—	1.—
a) Wassernutzungsrecht	1.—	—	—	1.—
b) Wasserbauten	30 700.—	—	13 599.—	17 101.—
6. Beteiligungen	522 704.—	324.—	62 923.—	460 105.—
II. Umlaufvermögen:				
1. Roh-, Hilfs- und Betriebsstoffe	—	247 964.33	692 470.99	2 003 589.56
2. Halbfertige Erzeugnisse	—	42 127.62	97 133.—	221 725.08
3. Fertige Erzeugnisse	—	402 379.04	66 102.40	2 685 419.64
4. Wertpapiere	—	—	418 839.83	—
5. Geleistete Anzahlungen	—	—	135 559.03	—
6. Forderungen auf Grund von Warenlieferungen und Leistungen	—	—	577 405.67	—
7. Kassenbestand einschl. von Reichsbank- und Postscheck-Guthaben	—	—	16 078.64	—
8. Andere Bankguthaben	—	—	—	—
9. Sonstige Forderungen	—	—	—	—
III. Posten, die der Rechnungsabgrenzung dienen				

III. Posten, die der Rechnungsabgrenzung dienen

Aufwendungen

	RM.
Aufwendungen:	
1. Löhne und Gehälter	836 313.36
2. Soziale Abgaben	76 846.44
3. Abschreibungen auf das Anlagevermögen	62 923.—
4. Ausweispflichtige Steuern	189 334.02
5. Gesetzliche Berufseiträge	3 700.—
6. Verfügbarer Reingewinn:	
Vortrag zum 1. Januar 1946	30 869.16
Reingewinn des Geschäftsjahres 1946	1 979.11
Summe	1 201 965.09

Nach dem abschließenden Ergebnis meiner pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der vom Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluss und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluss erläutert, den gesetzlichen Vorschriften.

Freiburg i. Br., im April 1947.

Vorstand: Georg Färber, Aufsichtsrat: Dr. Ing. e. h. Heinrich Brenzinger, Vorsitz; K. Oscar Bippen, stellv. Vorsitz; Eugen Ott, Fritz Lorenz, Dr. Gerhard Römer, Ernst Färber, Moriz Mez.

Zell (Wiesental), im Juli 1947.

Der Vorstand, Färber.

629

Passiva

	RM.	RM.
I. Grundkapital		
II. Gesetzliche Rücklage	2 000 000.—	
III. Sonderrücklage	200 000.—	
IV. Kraftfahrzeug-Erneuerungs-Rücklage	166 865.07	
V. Rückstellung für ungewisse Schulden	14 642.—	
VI. Verbindlichkeiten:		
1. Verpflichtungen auf Grund von Warenlieferungen und Leistungen	129 380.04	
2. Verbindlichkeiten gegenüber Banken	11 799.89	
3. Sonstige Verbindlichkeiten	56 455.87	
VII. Verfügbarer Reingewinn:		
Gewinn-Vortrag zum 1. Januar 1946	30 869.16	
Reingewinn des Geschäftsjahres 1946	1 979.11	
Summe	2 685 419.64	

Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 1946

	RM.	RM.
Erträge		
1. Gewinnvortrag zum 1. Januar 1946	30 869.16	
2. Ausweispflichtiger Rohüberschuß	1 142 767.79	
3. Zinsmehrtrag	15 447.20	
4. Außerordentliche Erträge	12 880.94	
Summe	1 201 965.09	
Aufwendungen		
1. Löhne und Gehälter	836 313.36	
2. Soziale Abgaben	76 846.44	
3. Abschreibungen auf das Anlagevermögen	62 923.—	
4. Ausweispflichtige Steuern	189 334.02	
5. Gesetzliche Berufseiträge	3 700.—	
6. Verfügbarer Reingewinn:		
Vortrag zum 1. Januar 1946	30 869.16	
Reingewinn des Geschäftsjahres 1946	1 979.11	
Summe	1 201 965.09	

